

L'examen de la loi honnie renvoyé à ce vendredi

On s'attend à une nouvelle explosion de violence si elle est adoptée.

Jeudi sous tension mais moins violent à Kinshasa, où chacun retenait son souffle pour voir si la plénière du Sénat voterait ou non un projet de loi qui a suscité trois jours d'émeutes dans la capitale. A Goma, en revanche, la journée a été placée sous le signe de la violence.

"Le débat en séance plénière du Sénat a été renvoyé à ce vendredi 9h et sera diffusé en direct à la télévision, parce que la commission Politique Administration Justice n'avait pas terminé son rapport" sur le texte controversé voté en catimini, samedi dernier, par l'Assemblée nationale, a indiqué à La Libre Belgique un sénateur de la majorité présidentielle, Evariste Mabi Mulumba.

"La commission proposerait d'amender le projet de loi en retirant l'article 8 – le plus controversé – qui conditionne les prochaines présidentielle et législative à un recensement préalable", nous indique, de son côté, Me Jean-Joseph Mukendi, de l'UDPS (opposition). C'est cette disposition, qui retarderait les scrutins de plusieurs années et permettrait au président Kabila de rester au pouvoir, qui a déclenché la colère populaire. *"Beaucoup de gens de la majorité ne veulent pas faire ce cadeau à l'opposition. Il y a donc eu des conciliabules au Sénat, ce qui a motivé le report de la plénière"*, ajoute Me Mukendi.

Si le Sénat devait adopter une version amendée du projet de loi, une séance

d'harmonisation aurait lieu entre les deux chambres. En cas de désaccord persistant, c'est la version de l'Assemblée nationale qui serait adoptée – ce qui aurait probablement pour effet de relancer les émeutes à Kinshasa.

Une réunion de chefs de l'opposition a eu lieu jeudi dans la capitale pour préparer une telle éventualité.

De leur côté, les missions diplomatiques belge, américaine, britannique et française ont rencontré mercredi le président du Sénat, Léon Kengo wa Dondo, et jeudi celui de l'Assemblée, Aubin Minaku, pour les inviter *"à prendre en considération les tensions"* dans le pays, indique Reuters.

De nombreux habitants de Kinshasa redoutent que la crise, si elle n'est pas rapidement calmée, débouche sur une nouvelle vague de pillages, comme en 1991 et 1993.

Sanglantes violences à Goma

A Goma (Nord-Kivu, à l'est du pays), paralysée et quadrillée par des militaires et des policiers, des heurts ont eu lieu pendant plusieurs heures entre des jeunes gens et les forces de l'ordre, à coups de pierres contre des gaz lacrymogènes et, selon certaines sources, des tirs à balles réelles.

La police est entrée dans des maisons, des barricades de pneus enflammés ont été élevées et la foule dans les rues était très importante. On déplore, selon les versions, deux blessés, un mort ou quatre morts. Selon une source d'opposi-

tion, la police militaire emporterait les corps pour ne pas laisser de traces, comme ce fut le cas à Kinshasa lors des protestations contre la fraude électorale de 2011.

Bukavu (Sud-Kivu, à l'est du pays) était également sous tension jeudi, selon nos informations – qui nous parviennent malgré la coupure des SMS et d'une partie des téléphones parce que les habitants du Kivu utilisent le réseau du Rwanda voisin pour contourner la censure.

En cas de désaccord persistant, c'est la version de l'Assemblée qui serait adoptée, ce qui relancerait les émeutes.

A Mbuji Mayi (Kasai oriental, centre du pays), des projets de marche de l'opposition auraient été abandonnés en raison du quadrillage de la ville par la milice du gouverneur. Mais le mot d'ordre de *"ville morte"*, donné par l'UDPS, dont cette capitale provinciale est un bastion, a été complètement respecté. *"Cela a*

été encadré par l'UDPS et il n'y a donc pas eu de violence", nous a indiqué Me Mukendi. Certaines sources attribuent en effet les destructions et pillages des derniers jours à Kinshasa à la répression des dirigeants politiques d'opposition, qui les mettent dans l'incapacité de canaliser la colère populaire.

A Kinshasa, les SMS et une partie des communications téléphoniques étaient toujours bloqués jeudi, une situation qui *"alarme"* les Envoyés spéciaux occidentaux dans les Grands lacs. Seuls les PC fixes (peu nombreux) avaient accès à internet.

Marie-France Cros